ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 3716

Texte de la question

CHIFFRES DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Jean-Patrick Gille, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers. Gauche.

M. Jean-Patrick Gille. Monsieur le président, j'aimerais tout d'abord revenir sur les propos de Mme la ministre du budget pour préciser que le produit de la lutte contre la fraude fiscale s'élèvera cette année à 4,6 % de la recette fiscale brute totale, taux exactement identique à ce qu'il était il y a dix ans. Voilà qui relativise un peu l'autosatisfaction dont a fait preuve Mme Pécresse et qui prouve qu'il reste encore beaucoup à faire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Ma question s'adresse à M. le ministre de l'emploi.

Après six mois consécutifs de hausse, le chômage atteint en octobre deux barres symboliques : un million de chômeurs supplémentaires depuis le début du quinquennat ; 5 millions de personnes inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues.

En 2007, les chiffres de l'emploi étaient comparables en Allemagne et en France, alors qu'aujourd'hui ils sont bien plus élevés dans notre pays.

Mme Catherine Vautrin. Et qu'en est-il en Espagne ?

M. Jean-Patrick Gille. Pourquoi ?

M. Éric Straumann. C'est à cause des 35 heures !

M. Jean-Patrick Gille. Parce que notre désindustrialisation s'est poursuivie.

Parce que les secteurs du bâtiment et des services à la personne jusqu'alors créateurs d'emplois commencent à en perdre - et l'augmentation de la TVA ne va rien arranger.

Parce que vous avez supprimé 150 000 emplois publics, avec la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ce qui constitue le plus grand plan social de France !

Parce que l'Allemagne a subventionné le chômage partiel pour aider les entreprises, tandis que la France est le seul pays au monde qui subventionne les heures supplémentaires, c'est-à-dire celles qui sont les plus rentables pour l'entreprise. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)* Pour contourner les 35 heures, vous avez inventé une machine à décourager l'embauche, qui coûte 4,5 milliards d'euros par an !

Et que prévoyez-vous pour 2012 ? Une baisse historique de 12 % du budget de l'emploi, une ponction de 300 millions d'euros sur les fonds de la formation professionnelle, et la suppression de 700 millions de crédits en faveur des chômeurs en fin de droits et des seniors, alors que le chômage de ces derniers explose.

Monsieur le ministre, avec un tel bilan, n'est-il pas temps de changer de politique ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé.* Monsieur le député, ce n'est certainement pas le moment d'adopter une politique socialiste. Nous avons pu constater que telles politiques n'ont jamais réussi à mettre notre pays sur la voix du progrès. Jamais !

Vous avez commis plusieurs erreurs. Tout d'abord, vous avez omis de préciser que l'augmentation du chômage est beaucoup plus forte dans d'autres pays européens qu'en France. Vous faites comme si la crise n'existait pas.

M. Roland Muzeau. C'est vous la crise !
M. Xavier Bertrand, *ministre.* Si vous vouliez que l'on vous écoute et que l'on vous entende davantage, vous devriez reconnaître que la situation n'est facile nulle part.
Il y a un pays à part, c'est vrai, c'est l'Allemagne. Pourquoi ? Vous évoquiez sa politique en matière de chômage partiel, mais quand nous avons mis en place un mécanisme semblable au coeur de la crise, vous avez refusé de nous soutenir.
M. Alain Vidalies. Ce n'est pas vrai !
M. Xavier Bertrand, *ministre.* Nous allons simplifier encore ce dispositif pour permettre aux entreprises, tant que la crise n'est pas terminée, de conserver leurs salariés plutôt que de les licencier.
Vous me dites oui maintenant, mais vous ne l'avez pas dit tout à l'heure lorsque vous posiez votre question. Quand vous êtes d'accord avec nous, vous n'osez pas le dire.
M. Henri Emmanuelli. Nous vous disons que vous mentez !
M. Xavier Bertrand, *ministre.* Pourtant, cela vous donnerait de la crédibilité ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*
Vous avez encore évoqué la désindustrialisation. Eh bien, je vais vous parler de l'industrie nucléaire. Dans votre département, monsieur Gille, se trouve la centrale nucléaire de Chinon. Je vous le demande : êtes-vous prêt à vous rendre avec Hervé Novelli dans sa circonscription pour dire clairement aux quelque 2 000 salariés et sous-traitants de cette centrale quelles sont vos intentions en matière de démantèlement de la filière nucléaire ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*
Lorsque l'on interroge aujourd'hui les députés socialistes, ils sont incapables de préciser quel réacteur sera fermé. Cela s'appelle du manque de courage : " ce n'est pas chez moi, c'est chez l'autre ". *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*
Allez donc avec Hervé Novelli parler avec les ouvriers qui dépendent de la filière nucléaire. Ils verront bien que ceux qui les menacent, c'est vous, et que ceux qui les protègent, c'est nous ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Jean-Patrick Gille
Circonscription : Indre-et-Loire (1re circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3716
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : Travail, emploi et santé
Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 1er décembre 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er décembre 2011